

I

Les liaisons secrètes États-Unis/taliban

1.

Laila Helms, profession : lobbyiste des taliban

Elle s'appelle Laila Helms, vit à Washington, et avec ses relations familiales il semblait peu probable qu'elle demeure à l'écart des zones les plus noires de notre monde. Laila n'est autre que la nièce de Richard Helms, naguère directeur de la CIA et ancien ambassadeur en Iran. La quarantaine pétillante, cette Américaine d'origine afghane a grandi au rythme des relations tumultueuses entre son pays d'origine et son pays d'adoption. Dans les années quatre-vingt déjà, depuis la côte Est des États-Unis, elle épousait la cause des moudjahidine alors en lutte contre l'envahisseur soviétique. En ce temps-là, elle adhérait à l'association américaine Friends of Afghanistan, véritable organisation non gouvernementale portée par le département d'État et la Maison Blanche, et destinée à s'assurer la sympathie des opinions publiques à l'égard des moudjahidine afghans. Une sorte de relais occidental

de la guerre sainte menée sur des terres lointaines contre l'URSS.

À ce titre, par exemple, la jeune Laila Helms organisa le voyage aux États-Unis du chef moudjahidin Sayed Mohammad Gailani, du 20 mars au 5 avril 1986. Incidemment, au cours de ce déplacement, ce cadre de la guérilla afghane discuta longuement avec le vice-président de l'époque, un certain George Bush père, c'était le 21 mars 1986 à Washington ¹.

Les hasards de l'histoire, son entregent avec les chefs religieux afghans, mais aussi son carnet d'adresses, ont progressivement fait de Laila Helms l'incontournable lobbyiste de l'Afghanistan auprès des cercles de pouvoir américains. Produit de la politique des États-Unis dans cette région du monde, elle a longtemps soutenu les leaders islamistes qui avaient les faveurs de l'administration américaine. Aussi, à partir de l'année 1995, on la compte au nombre des représentants des intérêts des taliban à Washington; lesquels s'appêtent à prendre le pouvoir à Kaboul, avec la bénédiction et les dollars de l'Arabie Saoudite et la bienveillance du Département d'État américain.

Au cours des six dernières années, elle se consacre ainsi à superviser diverses actions

1. Archives du Committee for a Free Afghanistan et de l'organisation Friends of Afghanistan.

d'influence au nom des taliban, notamment auprès des Nations Unies. Ses activités pour ces clients-là ne diminueront jamais, même après 1996, lorsque le chef des taliban Mohammed Omar deviendra officiellement moins fréquentable aux yeux du gouvernement américain (après avoir eu largement recours aux exécutions sommaires). Elle persistera après 1997 lorsque les taliban accueilleront le chef intégriste Ossama Bin Laden, et même après 1998 quand ce dernier sera reconnu coupable d'avoir commandité les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salam. Ainsi, au mois de février 1999, Laila Helms a réalisé un documentaire télévisé pour NBC consacré à la vie des femmes afghanes, non sans avoir obtenu que la chaîne lui accorde une équipe de tournage pendant deux semaines en Afghanistan¹. Le résultat : un film de propagande, qui présenterait les conditions de vie des femmes afghanes sous un jour particulièrement optimiste. Ni NBC ni aucun autre réseau télévisé américain n'a jamais accepté de diffuser le documentaire.

Si étrange que cela paraisse, l'activisme de Mme Helms ne représentait en rien une exception aux États-Unis. D'autres délégués des

1. Témoignage de Deonna Kelli, chercheur à l'East Carolina University et coordinatrice de l'Association of Muslim Social Scientists.

taliban y ont eu pignon sur rue jusqu'à une période très récente, à travers diverses structures plus ou moins discrètes. Par exemple le bureau américain de l'Émirat islamique d'Afghanistan, sorte de chancellerie implantée outre-Atlantique et dotée d'un statut très officieux, puisque le régime des étudiants en religion n'a jamais été reconnu par les États-Unis¹. Pourtant, au mois d'août 2001, cette représentation disposait encore de quelques pièces dans un immeuble du Queens, à New York, où recevait Maulana Abdul Hakeem Mujahid, ambassadeur informel des taliban en Amérique du Nord.

Après le 5 février 2001 et la demande de reconnaissance officielle des taliban, c'est donc tout naturellement Laila Helms qui reçoit pour mission d'orchestrer à Washington les nouvelles relations américano-afghanes. En quelques semaines, elle déploie des trésors de diplomatie pour obtenir que les plus hauts responsables de l'administration Bush rencontrent les émissaires du mollah Omar. Dans l'administration américaine, ses anciens partenaires du temps de la guerre des moudjahidine contre l'URSS représentent des contacts précieux. Dans le camp répu-

1. Seuls le Pakistan, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite ont reconnu l'Émirat islamique d'Afghanistan, c'est-à-dire l'État taliban.

blicain, les fonctionnaires qui jadis soutenaient massivement les guérillas islamistes pour déstabiliser Moscou occupent à nouveau des postes clés. Des alliés de circonstance très précieux.

Les premiers résultats se ressentent deux mois plus tard. Entre le 18 et le 23 mars 2001, Sayed Rahmatullah Hashimi, 24 ans, ambassadeur itinérant des taliban et conseiller personnel de Mohammed Omar, effectue une brève visite aux États-Unis. Ce déplacement intervient après le dynamitage des bouddhas millénaires de Bamyan. Malgré le contexte tendu, notre lobbyiste planifie plusieurs rencontres pour ce jeune dignitaire afghan. Selon le journaliste américain Wayne Madsen¹, spécialiste des questions de sécurité et ancien officier de renseignement, deux structures au moins de l'administration consentent à discuter avec lui : la Direction centrale de la CIA² et le Bureau du renseignement du Département d'État³. Mieux : au pays des médias rois,

1. Témoignage recueilli par les auteurs.

2. Il s'agit du Directorate of Central Intelligence (DCI). Il englobe le directeur de la CIA ainsi qu'un cabinet chargé de coordonner toutes les activités de l'agence. C'est également le DCI qui gère tous les contacts sensibles avec les personnalités étrangères.

3. Le Bureau of Intelligence and Research du Département d'État fournit aux chefs de la diplomatie des analyses politiques et des renseignements stratégiques.

elle obtient pour ce client deux interviews sur des supports particulièrement suivis par les décideurs politiques – ABC et la National Public Radio. Une occasion rêvée pour améliorer l'image des taliban, et ainsi faciliter les négociations ¹.

Dans quel cadre s'inscrit alors cette visite ? Résulte-t-elle simplement des talents de Mme Helms ? Qui sont ses mandataires ? Et surtout à quelle logique obéit ce voyage ?

En réalité, depuis le début de l'année 1999 et jusqu'en août 2001, il existe aux États-Unis une volonté concertée et persistante d'aboutir à un règlement de la question afghane. Seule évolution notable : les républicains décident d'accélérer le processus enclenché par les membres de l'administration Clinton. La déclaration du ministre des Affaires étrangères taliban du 5 février 2001 indique simplement que les maîtres de Kaboul entendent, eux aussi, parvenir rapidement à un accord.

Des deux côtés, les intérêts sont bien compris. Au nom de sa politique énergétique, Washington soutiendra un processus de reconnaissance internationale progressive pour les taliban. En échange, ces derniers adopteront une politique

1. Le mercredi 21 mars 2001 à 14 heures, Sayed Rahmatullah Hashimi est longuement interviewé par l'animateur Juan Williams sur les ondes de la National Public Radio. Le vendredi 23 mars 2001 à 18 h 30, il répond aux questions de Bill Redeker sur la chaîne ABC News.

plus pacifique, renonceront à héberger le chef intégriste Ossama Bin Laden, et consentiront dans leurs relations internationales à demeurer dans la ligne des États sunnites fondamentalistes¹. Lesquels, à l'extérieur de leurs frontières, prennent des positions conformes aux directions fixées par l'Arabie Saoudite, premier financier du sunnisme radical et premier allié des États-Unis dans le monde arabe.

D'éminentes personnalités se démènent pour que cet échange de bons procédés se réalise. Ainsi, dès le mois de janvier 2000, un haut responsable du Département d'État rencontre au Pakistan l'ambassadeur des taliban, Saeed Mohammed Muttaqi². Il en profite également pour discuter avec l'ambassadeur des États-Unis sur place, Tom Simons, qui deviendra progressivement la courroie de transmission de ces pourparlers. Le dernier acte des négociations américano-afghanes commence là. Vu de la côte Est des États-Unis, elles se résument à obtenir que les alliés d'hier rentrent enfin dans le rang.

Car le régime taliban n'a pas toujours été honni par les responsables de la Maison Blanche et du Département d'État. Au contraire.

1. Principalement : Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Pakistan.

2. Archives de l'ambassade des États-Unis à Islamabad.

Pendant plusieurs années, on l'a même perçu comme un mouvement providentiel. De 1994 à 1998, les États-Unis expriment une relative bienveillance à l'égard des taliban. Il est vrai que les soubresauts d'un pays sont singulièrement perçus depuis les immeubles cossus et massifs qui longent les rives du Potomac, coupant ce quartier nord-est de Washington où tant de puissance siège, sereinement. Sur une surface de trois ou quatre kilomètres carrés, dans les états-majors financiers, politiques et militaires – de la Banque Mondiale au Pentagone –, on suit les affaires du monde en observant les écrans qui décrivent les marchés des matières premières et en lisant rapidement les télégrammes diplomatiques qui résument le tohu-bohu de l'actualité planétaire.

Au sujet de l'Afghanistan, ces indicateurs-là sont sans appel. Le pays est la clé des réserves énergétiques d'Asie centrale : il doit être dominé par un gouvernement fort et incontesté pour profiter paisiblement de cette situation. Donc, même après les attentats de Nairobi et Dar es-Salaam en 1998, alors que les taliban protègent ouvertement Ossama Bin Laden, encore et toujours on négocie.

2.

Le Département d'État « parrain » des taliban

L'émergence en 1994 des « étudiants en religion », un nom générique qui se traduit donc par le mot « taliban » en langue pachtoune, se révèle indissociable des enjeux pétroliers et gaziers de la région. Ils expliquent pourquoi plusieurs États ainsi que de grandes compagnies pétrolières ont misé sur ce groupe de moines soldats, perçu comme le seul capable d'instaurer un gouvernement fort, source de stabilité et de sécurité.

Car un peu plus au nord, au-delà des montagnes afghanes, les riches sous-sols du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et surtout du Kazakhstan présentent un intérêt à condition de s'affranchir des contraintes géographiques. Donc de transporter le pétrole et le gaz dont ils regorgent en utilisant, par exemple, l'Afghanistan. Concrètement : extraire et vendre ce pétrole et ce gaz suppose de les faire cheminer soit par l'ouest, en leur faisant traverser la Russie ou l'Azerbaïdjan avant

d'atteindre la Turquie et un terminal en Méditerranée ; soit par le sud-ouest en passant par l'Iran ; soit enfin par le sud en passant par l'Afghanistan. Ainsi, le projet de pipeline Chardzhou (au Turkménistan)-Gwadar (ville pakistanaise sur les rives du golfe Persique) traverse l'Afghanistan de part en part et passe non loin de la ville d'Herat. De la même manière, le projet de gazoduc entre Daulatabad (terminal au Turkménistan reliant déjà d'autres installations gazières de la région) et Multan (Pakistan) court à travers les vallées afghanes, en passant notamment à proximité de Kandahar. Pour de nombreuses compagnies pétrolières occidentales et leur gouvernement, et d'abord pour les États-Unis, la solution afghane présente un intérêt politique majeur. Elle constitue l'alternative rêvée à des tracés flirtant avec la Russie ou pénétrant en Iran. Des solutions qui supposent de négocier directement avec Moscou ou Téhéran, en adoptant la position de « demandeur », un véritable cauchemar pour Washington qui multiplie les initiatives pour contenir l'influence de ces pays en Asie centrale.

Au sud-ouest de l'Afghanistan, la ville de Kandahar, jadis célèbre pour son oasis, s'impose de nos jours comme le berceau du mouvement taliban. Une cité très religieuse pour l'ethnie pach-toune qui domine le pays, par opposition à

Kaboul, centre administratif et commercial, plus ouvert vers l'extérieur. Dès les premières heures de la résistance à l'invasion soviétique, en 1979, c'est à Kandahar que se retrouvent nombre de tribus¹ dominées par des chefs musulmans déterminés à en découdre avec l'armée rouge.

Après le départ des troupes du Kremlin, en 1989, la ville rassemble les principaux chefs des différents mouvements pachtouns, lesquels prônent un sunnisme plus radical que jamais. Car pour les moudjahidine qui reviennent dans cette vallée du sud, la guérilla contre l'URSS s'apparentait surtout à une guerre sainte menée au nom d'Allah. L'argent et les conseillers militaires dépêchés par l'Arabie Saoudite y ont amplement contribué (au premier rang desquels le jeune Ossama Bin Laden, honorable correspondant du GID, les services secrets saoudiens). Tandis que la guerre civile avec les autres ethnies s'étend à Kaboul et aux villes du Nord², de nombreux guerriers pachtouns abandonnent

1. Aujourd'hui encore, la structure de la société afghane est dominée par le mode tribal. Une situation qui résulte d'une économie agraire dans une zone de montagnes, renforcée par une faible densité de population et peu d'échanges, et cristallisée par un système éducatif quasi absent (plus de 80 % d'illettrisme dans les années 90).

2. Les 15 millions d'habitants se répartissent selon quatre ethnies principales : les Pachtouns (40 %), les Tadjiks (30 %), les Turkmènes (Ouzbeks et Kazakhs, 15 %), les Hazaras (d'origine mongole, 12 %).

pour un temps le kalachnikov pour suivre des enseignements religieux dans des écoles des environs. Soucieux de parfaire leur connaissance livresque du Coran au lendemain du Djihad, ils s'inscrivent dans diverses madrasas de la région de Kandahar. Or plusieurs d'entre elles entretiennent des liens aussi bien spirituels que matériels avec la puissante école coranique de Deobandi, située en Inde, et connue pour ses positions très radicales et son prosélytisme en faveur d'un islam pur (le culte des saints y est notamment proscrit).

Un jeune chef moudjahidin, Mohammed Omar, adhère à l'une d'elles. Âgé de 27 ans en 1990, Omar bénéficie d'une certaine notoriété à son retour. Il laisse l'image d'un héros de la lutte contre les Soviétiques, familier des coups de main les plus audacieux et qui n'hésite pas à payer de sa personne. Une bravoure qui lui a valu de perdre l'œil droit, en 1989, après avoir essuyé un tir de roquette. Il personnifie, avec d'autres, l'avenir du pouvoir afghan, dans un pays où la direction des affaires reste interdite aux femmes et où de nombreux chefs historiques ont péri à la guerre ou ont fui. Pour Omar, ces années d'apprentissage du Coran s'inscrivent dans une suite naturelle. Jusque-là tout son parcours de moudjahidin a été encadré par une structure islamique forte; en l'occurrence le parti Hizb-I-

Islami du chef Younis Khalis, dans lequel il s'est engagé pour partir combattre dans les montagnes. Maintenant, il veut devenir un maître spirituel, et abandonner ses habits, trop étroits à son goût, de simple chef de guerre.

À ce stade de son parcours, plusieurs versions se mêlent, fruits des légendes distillées à son endroit par la propagande taliban. « Officiellement » donc : épris de pureté et de dévotion, entre 1992 et 1994 Mohammed Omar entreprend de défendre les pauvres de la vallée de Kandahar et de combattre les patriarches des différentes tribus qui mènent une vie contraire à l'Islam. En ce temps-là, il passe pour un Robin des Bois local¹. Ici on raconte qu'il a abattu un chef dévoyé sodomite, là on rapporte qu'il a égorgé un représentant des moudjahidine dépravé – comme ce serait le cas dans le village de Panjway. Rapidement, il devient le leader charismatique que tous les « amis » de l'Afghanistan attendaient ; c'est-à-dire ses voisins pakistanais et quelques hommes d'affaires du secteur pétrolier.

1. Si la comparaison peut sembler exagérée, il est cependant avéré qu'à cette époque Mohammed Omar a pris les armes pour éliminer quelques tyrans de la vallée. Autant par bonté d'âme que pour supprimer des rivaux. Pour une histoire complète de l'émergence des dirigeants taliban, voir l'excellent document du journaliste d'origine pakistanaise Ahmed Rashid, *Taliban : militant islam oil and fundamentalism in Central Asia* (Yale University Press, 2000).

